

LA LETTRE DE GÉOSTRATÉGIES 2000

ANCIENS DE CAMBRIDGE / ANCIENS D'OXFORD / ASSOCIATION DES ANCIENS DE LA LONDON SCHOOL OF ECONOMICS / ASSOCIATION DES ANCIENS DE L'ECOLE DE L'AIR / ASSOCIATION DES SCIENCES PO / ASSOCIATION DES AUDITEURS ET CADRES DES HAUTES ETUDES DE L'ARMEMENT / ASSOCIATION NATIONALE DES AUDITEURS JEUNES DE L'IHEDN (ANAJ) / ASSOCIATION DES DIPLÔMÉS DU CENTRE D'ETUDES SUPÉRIEURES DE BANQUE / ASSOCIATION DES CENTRALIENS / ASSOCIATION DU CONTRÔLE GÉNÉRAL DES ARMÉES / ASSOCIATION DES DIPLÔMÉS DE L'ESSEC / INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES (IRIS) / INSTITUT DES HAUTES ETUDES DE DÉFENSE NATIONALE / INSTITUT DES HAUTES ETUDES NATIONALE DE LA SÉCURITÉ ET DE LA JUSTICE / INSTITUT SUPÉRIEUR DES AFFAIRES DE DÉFENSE (PARIS II) / INSTITUT SUPÉRIEUR DU COMMERCE / SAINT-CYRIENNE / ASSOCIATION DES ANCIENS ÉLÈVES ET DIPLÔMÉS DE L'ECOLE POLYTECHNIQUE /

Site Internet : geo2000.org

N° 60 – OCTOBRE 2003

SOMMAIRE :

P.2

Editorial : " Une planète-Terre sans Société-monde "

Serge Rechter, Président de Géostratégies 2000

P.5

" Irak ? Moyen-Orient ? Et maintenant ? "

Pascal Boniface, Directeur de l'IRIS

P.9

" Sécurité extérieure/Securité Intérieure : convergences et différences. Quels objectifs et quelle politique pour la France ? "

Général de Corps aérien Jean-François Louvion, Directeur de l'IHEDN et Jean-Marc Berlioz, Directeur de l'IHESI

P.13

" Couple Franco-Allemand, construction européenne et lien transatlantique "

S.E. Fritjof von Nordenskjöld, Ambassadeur d'Allemagne

AGENDA

- **Jeudi 20 novembre 2003**

" Quelle doctrine d'engagement de nos armées dans les crises actuelles, prévisibles et possibles ? Evolue-t-elle face aux nouvelles caractéristiques de ces crises ? " Petit-déjeuner débat avec le Général d'Armée Henri Bentegeat, Chef d'Etat-Major des Armées

- **Mardi 16 décembre 2003**

" Le terrorisme international : nébuleuse inorganisée ? Les connections et les actions concertées. Réalités et perspectives " Petit-déjeuner débat avec Jean-Louis Bruguière, Premier Vice-Président du Tribunal de Grande Instance de Paris, Chargé de la Mission Anti-Terroriste

- **Jeudi 15 janvier 2004**

Conseil de Géostratégies 2000 à l'IHESI

Editorial – Lettre n°60 – Octobre 2003
- Tiré à part -
" Une planète-Terre sans Société-monde "
Serge Rechter, Président de Géostratégies 2000

J'avais pensé intituler cet éditorial " La soixantaine ". Ne s'agit-il pas en effet de la Lettre numéro 60 ? Mais ce titre aurait été impropre (il eût fallu en effet écrire " La soixantième ") et j'ai craint que quelques esprits chagrins (ou malins) ne traduisent ce choix par, au pire, l'idée que nos pantoufles étaient déjà prêtes au Cercle National des Armées ou, au mieux, que Géostratégies 2000 allait désormais entrer dans une retraite active, mais paisible, devenant par là-même une auguste société savante.

Or rien n'aurait été plus faux. Aussi ai-je préféré, par un titre lapidaire qu'Edgar Morin n'aurait peut-être pas désavoué, évoquer le cœur des choses et montrer, non le temps écoulé, mais le chemin parcouru ensemble et celui à parcourir, tant le monde, l'Europe, la France ont profondément changé depuis notre création et tant Géostratégies 2000 a évolué et évoluera encore.

150 personnalités nous ont accompagnés

26 février 1987 : devant ce qui n'est alors que Sciences Po Défense (une trentaine d'adhérents), **André Giraud**, Ministre de la Défense, inaugure ce groupe avec quelque 300 invités. Sujet : **la politique de défense de la France**.

Depuis ce 26 février 1987 et au 31 décembre 2003, nous aurons reçu quelque **150 personnalités** nationales ou internationales, toutes de haut niveau de responsabilité, de culture, de dialogue et de partage du savoir. Elles nous ont permis d'enrichir notre information et d'approfondir notre réflexion dans les domaines qui sont les nôtres, purement " défense " au début, puis désormais géostratégiques, selon tous les aspects de la problématique géostratégique.

Les personnalités politiques ont été les plus présentes. **57** d'entre elles sont venues débattre avec nous : 5 anciens Premiers Ministres, 9 ministres en exercice (sans compter ceux qui ne l'étaient pas au moment de leur intervention et le sont devenus plus tard ...), 6 anciens ministres, les Présidents de l'Assemblée Nationale, du Sénat et du Parlement Européen, 14 ambassadeurs (dont ceux des Etats-Unis d'Amérique, de la Grande-Bretagne, de la République Fédérale d'Allemagne, de la Chine, du Japon, de l'Algérie, de l'Egypte ou encore ceux qui sont venus plaider pour l'entrée de leur pays dans l'Union Européenne : Pologne, Hongrie et Turquie). Je n'aurai garde d'oublier l'ancien Secrétaire Général de l'ONU, les Commissaires européens, etc.

Notre vocation " défense " - qui est le socle de notre vocation globale – nous a permis de recevoir **31 personnalités militaires** dont 6 Chefs d'Etat-Major des Armées, le Commandant en Chef de l'OTAN et bien d'autres responsables militaires, non moins éminents. Nous avons également, à maintes reprises, été reçus sur des bases militaires ou sur des sites industriels liés à la Défense et bénéficié d'une information riche et concrète qui a puissamment contribué à approfondir notre réflexion.

Les milieux de la **Fonction publique, de la Défense et de la Sécurité ou encore de l'Economie** ont été aussi des interlocuteurs très stimulants de notre débat. Sur les quelque **38 personnalités reçues**, 16 étaient des dirigeants d'entreprise appelés à donner leur éclairage sur les forces et les faiblesses de la France, quant à son indépendance énergétique, technologique ou encore en matière d'armement.

Enfin **23 personnalités religieuses, culturelles ou universitaires** ont accepté de susciter notre réflexion et de répondre à nos interrogations. Puis-je citer un seul nom en la personne du Cardinal Jean-Marie Lustiger ?

Une planète-Terre sans Société-monde

Ma génération a vécu, jusqu'à l'implosion de l'URSS, sur quatre concepts forts :

- l'arme nucléaire inspirait une telle terreur qu'elle a garanti, qu'on le veuille ou non, l'équilibre et évité le déclenchement de tout conflit majeur dans le monde ; ce qui ne signifie pas que des conflits régionaux ou locaux ne se soient pas produits ;
- en réalité, jusqu'au début des années 1990, rien n'a jamais profondément remis en cause les accords de Yalta, ni les guerres coloniales, ni même les guerres de Corée et du Vietnam ;
- l'Organisation des Nations Unies, machin ou pas, pouvait, pour peu qu'on s'y applique vraiment, être une bonne base de départ pour une esquisse de gouvernance mondiale ;
- l'Europe (et la France tout particulièrement) avait sa partie à jouer dans un monde bipolaire apportant sa pierre à l'édification d'un monde quadripolaire : Etats-Unis, Union Soviétique, Europe, Chine.

C'est dans ce cadre –dont la formulation est nécessairement très réductrice– que nous avons commencé à échanger nos réflexions. Aujourd'hui, la donne est bouleversée. Le monde est unipolaire ; l'Europe s'essouffle et se cherche ; la gouvernance mondiale n'est qu'utopie onirique ; les revendications identitaires sont devenues intolérantes et pour certaines d'entre elles, schizophrènes, un peu partout dans le monde, qu'elles aient accédé au pouvoir ou soient minoritaires, voire communautaires à l'intérieur même de nos démocraties.

La planète-Terre est loin d'avoir secrété une Société-monde. Très loin.

Nous touchons là au fond même de notre problématique, de nos débats et de leur évolution. Ceux-ci se sont poursuivis sans que ne se soit jamais estompée notre utilité collective, bien au contraire, et que n'aient jamais été mis en doute ni notre indépendance politique, ni notre refus total de tout corporatisme et de tout dogmatisme. Mais il faut bien dire que cela n'a pas été facile car **nous sommes lentement passés, au cours de nos réflexions, d'un débat où nous avions des repères à un débat qui cherche des repères nouveaux.**

r Nos thèmes de la fin du siècle dernier aux débuts de celui-ci

Certains de nos thèmes ont eu trait à **l'actualité du moment**, qu'elle vienne de se produire, qu'elle soit en devenir ou que nous l'anticipions. Il en a été ainsi par exemple de la guerre de Bosnie, de celle du Kosovo, de la première guerre d'Irak et des sorties de ces crises, ou encore, de façon beaucoup plus conceptuelle, de la professionnalisation de nos forces et, sur un autre plan, de leur engagement sur tel ou tel théâtre d'opérations.

D'autres thèmes ont occupé le premier plan de notre réflexion pendant quelques années puis se sont, peu à peu, éloignés. C'est ainsi que le 8 novembre 1989, Alexandre Adler se voyait interpellé par le Club sur le thème suivant : " Pays communistes, cela va-t-il trop vite ? " Comme chacun sait, le 8 est la veille du 9 ... Et quand je regarde ce qui nous a préoccupés à la fin des années 80 et au début des années 90, j'observe que nous avons beaucoup débattu de la réunification de l'Allemagne et de ses

conséquences sur la sécurité européenne. Nous avons aussi exprimé notre crainte de voir l'Europe désarmée par les accords Reagan/Gorbatchev. La fin de l'Union Soviétique est-elle proche ? demandions-nous à nouveau en 1990 à Alexandre Adler (tout en interrogeant aussi d'autres intellectuels ou dirigeants en responsabilité). Que deviendra son armement nucléaire ? Et, à cette époque, qui mieux que le Commandant en Chef de l'OTAN pouvait débattre avec nous, au Sénat et en présence du Chef d'Etat-Major des Armées, du thème central du début de cette décennie 90, " Implosion de l'Union Soviétique, OTAN et Défense de l'Europe ? ". Cela paraît bien loin.

D'autres thèmes sont récurrents depuis notre création et sont même devenus très prégnants dans notre débat d'hier, d'aujourd'hui et de demain : il en est ainsi de la **construction européenne** que nous avons, je crois, examinée sous toutes ses facettes (avec une lacune importante sur laquelle je reviendrai) et dont nous ne manquerons pas de poursuivre l'analyse en 2004 au regard des conséquences de la Convention et de l'élargissement de l'Europe.

Le terrorisme est bien entendu un thème maintes fois exploré, sous des angles divers (risques, menaces, prévention, financement), tout au long de ces années. Avec notamment la DST et la Mission de lutte contre le terrorisme, nous avons observé pourquoi et comment, nous étions passés d'un terrorisme d'Etat, bien localisé, à un terrorisme d'organisations non étatiques formant apparemment – mais apparemment seulement ? – une sorte de nébuleuse de la haine et du crime, frappant quand elle veut, où elle veut, nécessitant par là-même une mondialisation de la riposte. Comment ne pas évoquer aussi l'insistance mise, de façon désespérément impuissante, à analyser le conflit emblématique entre les Israéliens et les Palestiniens ? Il faut bien entendu insister sur un autre thème récurrent, dominant depuis l'origine : **la politique de défense de la France**. Ministres, Chefs d'Etat-Major, parlementaires, industriels de l'armement nous ont périodiquement décrit l'évolution de cette politique, les moyens mis en œuvre, les problèmes rencontrés. Un regret : nous n'avons pas encore réfléchi de façon approfondie à l'Europe de la Défense et aux relations entre l'effort de défense de la France et la construction d'une Europe de la Défense. Nous le ferons, à bref délai, j'espère. Il est cependant clair que la réalité d'une Europe de la Défense impliquerait un accord préalable sur des objectifs européens de politique étrangère. C'est bien sûr leur criante absence qui explique la discrétion que je viens de regretter...

Des concepts nouveaux sont apparus depuis quelques temps. Il en est ainsi des facteurs environnementaux et économiques susceptibles de déclencher des conflits ou des tensions : l'énergie, l'espace, l'eau, l'agro-alimentaire. Nous allons les approfondir. Enfin, sur un autre plan, ont surgi des **interrogations nouvelles**. Une réflexion sur les " valeurs " a été engagée et sera poursuivie. Autre interrogation essentielle : comment, concrètement imaginer un lien –qu'imposent les événements – entre défense et sécurité ? Notre Conseil a renforcé sa réflexion sur ce point et des manifestations récentes ont bien montré les enjeux, les embûches ... et la nécessité d'aboutir.

Quant à notre réflexion sur la **gouvernance mondiale**, nous l'avons un peu abordée, trop peu. C'est à reprendre, tels, je le crains, Pénélope ou Sisyphe, en espérant cependant contredire Albert Camus qui avait fait de celui-ci le symbole de l'absurde.

J'oublie certainement d'autres questions que nous avons traitées pour dire que le chantier est à peine ébauché, imparfait, et de fait, qu'aucune autosatisfaction du devoir accompli ne saurait être de mise. Qu'on en juge : Asie Centrale, dissémination nucléaire, miniaturisation des armes chimiques, bactériologiques et biologiques, banalisation de la possession des vecteurs, ou sur un autre plan, reconstruction d'un début de communauté internationale multipolaire, justice pénale internationale, déséquilibres démographiques, élargissement du gap technologique, communautarismes et citoyenneté, sont autant de réflexions nouvelles à mener.

Une réflexion de fond est, en outre, devant nous, sur notre politique de défense : à la notion d'ennemi organisé et identifié s'est substituée celle d'adversaire masqué. Le concept de victoire militaire a-t-il dès lors un sens ? La défense du sanctuaire national ? Les frontières n'ont pas de

signification puisque c'est au cœur même de nos pays que la menace s'est instillée. Quelle sera notre doctrine d'équipement, de formation et d'engagement de nos armées dans un monde asymétrique ?

Finalement, nous sommes, ayant cheminé de 1987 à 2003, à un autre point de départ, pour des réflexions porteuses d'avenir. Nos échanges et nos projets sont déjà à l'ouvrage.

Oui nous allons encore changer, avec vous, parce qu'ainsi vont le monde, les hommes, les Etats, les sociétés, les haines des fanatiques et les efforts des sages, les forces et les idées. Prenons notre petit, très petit, morceau de pâte et pétrissons-le ensemble et chacun.

Forts de nos 350 membres, de la quinzaine de personnes morales qui composent notre Association, de nos partenariats (par exemple avec l'Etat-Major des Armées), des jeunes qui, de plus en plus nombreux, veulent nous rejoindre, forts de notre vécu, de notre diversité et de notre convivialité, nous nous efforcerons encore longtemps de faire vivre et prouver notre utilité collective, par le débat public et notre indépendance. Merci à l'équipe qui s'y attache : membres du Conseil, secrétariat administratif, professionnels de la finance, de l'informatique ou de la sécurité. Merci à tous ceux qui nous aident.

A fin 2004, votre Conseil sera renouvelé. D'autres enthousiasmes viendront remplacer ou renforcer les enthousiasmes qui nous ont portés jusqu'alors.

La soixantaine ? Allons donc ! Pour Géostratégies 2000, c'est à nouveau l'An I.

SR.

Irak ? Moyen-Orient ? Et maintenant ?

Pascal Boniface

Directeur de l'I.R.I.S.

C'est devant une salle très attentive, le 21 mai dernier, où l'on remarquait notamment la présence de Denis Badré, Sénateur, Jean-Marc Berlioz, Directeur de l'Institut des Hautes Etudes de Sécurité Intérieure, du Général d'Armée Hervé Gobilliard, Gouverneur des Invalides, Thierry Le Roy, Président de l'Institut des Hautes Etudes de Défense Nationale, Jean-Pierre Philibert, Directeur Général du Medef, et Xavier de Roux, Député, que Pascal Boniface est intervenu à " chaud " le 21 mai 2003 sur l'avenir de l'Irak et le Moyen-Orient.

r Une guerre légitimée par la puissance, non par le droit

Pour Pascal Boniface, la fin de la guerre en Irak ne clôt pas un chapitre, c'est le début d'une période où les relations entre les Etats-Unis et le reste du monde doivent se définir. Il existait déjà avant la guerre, dès les années 90, et pas seulement chez les néo-conservateurs de l'administration actuelle, une vision des Etats-Unis sur leur rôle dans le monde, aux termes de laquelle leur vocation est de rendre celui-ci meilleur, notamment en exerçant leurs capacités de grande puissance pour remodeler le

Proche-Orient en commençant par l'Irak pour passer ensuite aux pays voisins (Syrie, Iran, ...) selon la théorie des dominos. Or, si l'on peut –bel et bien– constater le renversement du régime de S. Hussein, on n'en est pas encore à un Irak uni, démocratique et pro-américain. L'armée américaine est confrontée à l'opposition des Chiites et des Kurdes et se voit reprocher insécurité et pénuries par la population. Un exemple parmi d'autres : les Etats-Unis protègent le Ministère du Pétrole, pas l'incalculable Musée de Bagdad. Du côté des opposants à la guerre, si personne en Europe ou dans les principaux pays arabes ne soutenait la dictature de S. Hussein, on se demande comment la région du Proche-Orient pourrait être stabilisée sans solution définitive du problème palestinien, et l'on a l'impression que la politique américaine a deux poids et deux mesures (Irak d'un côté, Israël et Corée du Nord de l'autre), ce qui entraîne dans l'opinion arabe un ressentiment anti-américain. Sur un plan plus général, se pose le problème de savoir dans quel ordre international on doit se situer : la vision américaine, (on ne négocie plus mais on intervient unilatéralement), ou celle d'autres pays, dont la France, (les Nations-Unies sont garantes de la paix, la guerre est illégale sauf légitime défense ou décision du Conseil de Sécurité). Or, en Irak, l'intervention américaine ne peut vraiment pas se justifier par la légitime défense comme en Afghanistan. Le lien entre l'Irak et Al Qaïda n'a pu être démontré, ni les armes de destruction massives détectées ; d'ailleurs, si Saddam Hussein avait eu de telles armes, il s'en serait servi. Elle ne se justifie évidemment pas non plus par une décision du Conseil de Sécurité. De ce point de vue, la guerre en Irak se situe donc en dehors des règles internationales et constitue une régression, susceptible d'entraîner des réactions du même type dans le monde, de la part de la Chine, de la Russie ou d'autres pays dans leur zone d'influence. C'est un retour au passé : la guerre n'est plus légitimée par le droit, mais par la puissance.

r Et maintenant ? Le Proche-Orient, l'Europe, la France

Dans ces conditions, quelles perspectives peuvent être tracées actuellement pour le Proche-Orient ? Il semble bien que le rêve américain d'un Proche-Orient pacifié, démocratique et pro-américain soit impossible, d'une part parce que l'opinion arabe est de plus en plus anti-américaine alors même que les gouvernements arabes, tous plus ou moins autoritaires, ne s'opposent pas aux Etats-Unis, et d'autre part, parce que le règlement du problème palestinien, malgré l'avancée constituée par la " feuille de route ", ne paraît pas possible à terme rapide. Le cycle attentats-répression se poursuivra sans nul doute en raison des positions tranchées de part et d'autre, sans compter –mais c'est capital– de la perspective des élections présidentielles américaines de 2004 qui risquent de geler les négociations et, partant, de laisser le champ libre au développement de ce cycle attentats-répression. Quant à l'Europe, la guerre en Irak a-t-elle porté un coup d'arrêt à la politique étrangère et de défense commune ? Ce n'est pas si sûr, car si la guerre a fait apparaître au grand jour les différences entre Européens sur les relations avec les Etats-Unis, la cohésion demeure sur d'autres objectifs et la construction européenne devrait reprendre tôt ou tard. Pour la France en particulier, le fait nouveau est qu'elle n'est pas isolée dans ses positions comme elle l'aurait été il y a dix ans, car elle a trouvé un allié avec l'Allemagne, non pas que celle-ci soit pacifiste mais parce qu'elle était opposée à la nature de cette guerre. D'autre part, même si la Grande-Bretagne a réussi à entraîner avec elle d'autres pays européens, elle ne pourra que constater au fil du temps que son allégeance aux Etats-Unis ne lui donne en fait aucune capacité d'influence sur la politique américaine qui ne prend en compte que ses propres intérêts. Et, s'il est vrai qu'actuellement la France paie plus que d'autres ses positions vis-à-vis des Etats-Unis (" la Russie pardonnée, l'Allemagne oubliée, la France punie "), elle a en contrepartie gagné en prestige et en autorité dans le monde. Son crédit a grandi en incarnant la défense d'un monde multilatéral où les règles de droit et de concertation régissent les rapports internationaux, par opposition à l'action de coercition militaire et économique que privilégient désormais les Etats-Unis. La conviction de Pascal Boniface est que la France a eu raison de prendre la position qu'elle a adoptée, et qu'elle devrait continuer, sans agressivité, à l'assumer, ce qui lui permettra de maintenir son influence internationale. De leur côté, les Etats-Unis devraient s'apercevoir qu'ils ne peuvent durablement imposer leurs solutions sans dialogue et que les décisions politiques concertées devront prendre le pas sur la puissance militaire.

Serge Rechter invite la salle à réagir sur l'exposé de Pascal Boniface et anime le débat.

Général Henri Paris (Président de Démocraties) : *Pouvez-vous nous donner votre appréciation sur les tentatives de remodelage de l'ONU par les Etats-Unis ?*

Jean Donnedieu de Vabres (ancien Secrétaire Général du Gouvernement) : *Quelles sont les raisons de la position de l'Espagne et de l'Italie ?*

Concernant l'ONU, les Etats-Unis ont plus envie de s'en débarrasser que de la remodeler, car elle les gêne, de même que l'OTAN, dans leur action. Cette volonté suscite évidemment l'opposition de nombreux pays dans le monde, notamment la Chine et la Russie. Quant à l'Espagne et l'Italie, leurs gouvernements, en contradiction d'ailleurs avec leurs opinions publiques, ont rejoint la ligne défendue par les Etats-Unis, sans doute pour donner un rôle international à leurs pays mais il est probable que le faible résultat obtenu dans ce domaine ne les fera pas persister longtemps dans cette posture.

Gérard Corré (Ingénieur Général CGTI) : *Quelles relations vont désormais s'établir entre la Chine et les Etats-Unis ?*

Si la Chine n'était pas favorable à la guerre, elle n'a pas franchement rejoint le camp de la paix, car elle juge qu'elle n'a pas encore les moyens d'une grande puissance, qu'il lui faudra encore vingt ans pour atteindre ce niveau et que, d'ici là, elle ne veut pas de confrontations avec les Etats-Unis, avec lesquels les relations économiques sont très importantes.

Sur une question du **Général Querry, Gouverneur militaire du Palais Bourbon**, concernant l'évolution prochaine de la Syrie et du Liban, P. Boniface pense que la tentative d'ouverture du régime syrien initiée il y a quatre ans, est maintenant refermée et qu'on ne peut préjuger si le blocage actuel perdurera ou non ; mais cette incertitude laisse à penser que la situation du Liban ne devrait pas s'améliorer à court terme.

Le Général Querry observe que la Syrie a tout fait pour affirmer sa présence au Liban, y compris dans l'économie et la vie quotidienne, et que la réduction des effectifs militaires ne change pas la situation.

Françoise Lazare (Journaliste au " Monde " : *Pensez-vous que la crise entre pays européens au sujet des Etats-Unis et de l'Irak pourrait accélérer la formation d'une véritable politique européenne de sécurité commune ? Est-ce possible lorsque l'on observe, par exemple, que la Pologne achète des avions militaires américains, ce qui est un signe négatif envers l'Europe ?*

François-Xavier Martin (Directeur de Ferma) : *Je rappelle que l'analyse de la crise précédant la guerre ne doit pas négliger l'emprise, quasiment totalitaire, de l'administration américaine sur les médias. Je m'interroge sur l'intention qu'on prête à la France de voter la résolution américaine au Conseil de Sécurité, ce qui pourrait être assimilé à une " rentrée de la France dans le poulailler ".*

P. Boniface estime que le projet de résolution amendé plusieurs fois est un compromis après des concessions des deux côtés, et que son acceptation ne saurait être interprétée comme une défaite de la France. Quant aux médias américains, il est vrai que certains pourraient craindre une espèce de " néo-Mc Carthysme ", mais il ne faut pas oublier que si puissants soient-ils, les médias américains sont maintenant concurrencés par des chaînes arabes et que d'autre part, ils sont sensibles à l'opinion publique autant qu'ils l'influencent.

Christian Fournier (Directeur de IIM Ltd), reprend la question posée par Françoise Lazare : *L'adhésion de l'Europe à la protection américaine ne peut-elle pas se trouver modifiée par les récents événements ? Sera-t-elle en mesure de développer une force indépendante ?*

P. Boniface observe que la menace d'une guerre mondiale s'est éloignée depuis longtemps et que l'Europe doit mettre en œuvre ses moyens pratiques de défense, en dépit des problèmes budgétaires

français ou allemands et des réticences britanniques. Il n'en reste pas moins que deux conceptions s'affrontent : celle des Etats-Unis qui privilégient l'action militaire parce qu'ils sont forts, mais ils se trompent de monde, de droit et siècle, et celle de l'Europe qui donne la primauté au droit parce qu'elle est plus faible.

Hélène Serveille (Responsable de la Communication, France Télécom) : *Jusqu'où les mouvements transfrontières de type Internet peuvent changer la donne en matière d'opinion ?*

P. Boniface estime que l'opinion publique est une cible d'action pour les gouvernements mais que ceux-ci doivent partager l'influence avec d'autres acteurs, médias, Internet, ONG, etc.

Laurence Dors (Secrétaire Général d'EADS) observe que *Pascal Boniface a privilégié une présentation européenne de la situation et qu'il serait intéressant de développer le point de vue américain.*

Thierry Le Roy (Président du Conseil de l'IHEDN) aimerait également approfondir la position américaine qui n'est pas forcément unanime.

Le Général de La Presle, Vice-Président de Géostratégies 2000 demande de quel poids pèse le facteur moral, voire spirituel ou messianique dans l'exercice pragmatique de la puissance américaine.

P. Boniface rappelle que le paysage intellectuel américain est beaucoup plus diversifié que le paysage politique, que certains " poids lourds " comme M. Albright ou H. Kissinger se sont opposés à la politique gouvernementale, mais que, pour autant, la position de la France n'est pas comprise autrement que comme une opposition primaire aux Etats-Unis. Il y a là un fossé profond entre les deux rives de l'Atlantique, et qui ne date pas d'aujourd'hui puisque l'unilatéralisme américain existe depuis longtemps. Quant aux aspects idéologiques, il y a effectivement aux Etats-Unis un désir réel de changement du monde au profit du modèle américain.

Nicole Chaix (Maître de Conférence à l'Université Panthéon Assas) : *Comment peut-on estimer les conséquences négatives pour la France de la position qu'elle a prise ?*

P. Boniface relève qu'il y a deux volets dans cette question : sur le plan des relations bilatérales avec les Etats-Unis, et au-delà de quelques gesticulations spectaculaires, le fait que les relations de la France avec les Etats-Unis sont intégrées dans celles de l'Europe sous le couvert de l'OMC, et le fait que les intérêts de part et d'autre sont très imbriqués, devraient limiter les conséquences concrètes négatives ; sur les relations françaises avec le reste du monde, il n'est pas interdit de penser que la crise pourrait, dans une certaine mesure, favoriser les produits français dans certains pays, comme en témoigne la commande d'Airbus par l'Algérie.

Serge Rechter conclut le débat par l'évocation de la question israélo-palestinienne, en posant, au nom de plusieurs intervenants, deux questions : *est-il illégitime de soutenir Israël indépendamment de son gouvernement actuel ? Ne faut-il pas se passer définitivement d'Arafat pour donner au nouveau Premier Ministre palestinien les moyens de démanteler le terrorisme (et à Sharon de mettre un terme à la colonisation des territoires palestiniens) ?*

P. Boniface note qu'Arafat n'est plus considéré comme un interlocuteur par Israël et les Etats-Unis, mais il rappelle que seul le peuple peut désigner ses dirigeants, et que ceux-ci ne peuvent être nommés par l'étranger. Arafat a certes été affaibli mais, d'une certaine manière, il a aussi été renforcé aux yeux des Palestiniens. Cela étant, le Hamas a la maîtrise du calendrier. Quant à la distinction entre antisionisme et opposition au gouvernement israélien, elle existe, et il y a souvent instrumentalisation de celle-ci par celui-là, alors que l'on peut valablement critiquer la politique israélienne sans être pour autant accusé de vouloir la destruction d'Israël, voire taxé d'antisémitisme.

S. Rechter salue un exposé brillant adossé à des convictions personnelles qui enrichissent le débat collectif, avec sincérité et engagement.

Jean-François Colin de Verdière

(Propos non relus par les participants)

Sécurité extérieure / Sécurité intérieure : convergences et différences

Quels objectifs et quelle politique pour la France ?

Par Jean-François Louvion et Jean-Marc Berlioz

Géostratégies 2000, qui réfléchit activement à la problématique " sécurité extérieure/sécurité intérieure ", a poursuivi et enrichi son analyse, le mardi 24 juin, en invitant deux experts de très haut niveau. L'un militaire, patron de l'Institut des Hautes Etudes de Défense Nationale, le Général de Corps Aérien Jean-François Louvion ; l'autre civil, Directeur de l'IHESI (Institut des Hautes Etudes de Sécurité Intérieure), Jean-Marc Berlioz. Prenant en compte les nouveaux défis engendrés par le terrorisme de masse, et les moyens dont il dispose, ils ont approfondi le contenu du concept " sécurité extérieure/sécurité intérieure", examiné les convergences et les différences, et défini les objectifs d'une telle politique. On remarquait notamment dans la salle Didier Boulaud, Sénateur, Monseigneur Dubost, ancien Evêque aux Armées, Evêque d'Evry-Corbeil-Essonnes, le Préfet Jean-Pierre Dupont, Président de Réseau Ferré de France, Thierry Le Roy, Président du Conseil de L'IHEDN et Xavier de Villepin, Sénateur, ancien Président de la Commission des Affaires Etrangères, de la Défense et des Forces Armées.

D'entrée de jeu, le **Général Louvion** interpelle l'auditoire avec une question directe : " L'insécurité est-elle l'affaire des militaires ? ". Pour y répondre, il cite l'ordonnance de janvier 1959 du Général De Gaulle, qui constitue le texte le plus important en matière de définition des rôles pour la protection du territoire. Il affirme le principe de permanence et de globalité de la Défense nationale, qui recouvre à la fois la défense économique, la défense militaire et la défense civile. Cette dernière comprend les missions de " sécurité civile " (protection matérielle des populations, risques naturels, technologiques...), et les missions de " sécurité générale " (risques terroristes, maintien de l'ordre public...). La **sécurité** est donc un concept civil et interne, par opposition à l'idée de **défense**, qui elle, est d'essence militaire et vise à préserver la Nation contre les agressions extérieures. Le militaire n'intervient pas dans la gestion de l'insécurité, à deux exceptions près. La première est d'ordre historique et statutaire, c'est la Gendarmerie Nationale ; la seconde réside dans l'organisation politico-administrative de la gestion de la défense globale de la France. La loi d'orientation et de programmation pour la sécurité intérieure d'août 2002 le rappelle explicitement. Toutefois, reconnaît le Général Louvion, la question de la participation des armées aux missions de sécurité intérieure se pose avec de plus en plus d'acuité, du fait de l'augmentation constante des situations dites " particulières ". Les attentats du 11 septembre ont cristallisé le besoin vital de sécurité individuelle.

La participation des armées aux missions de sécurité s'est banalisée, avec la mise en place, depuis 1991, du plan Vigipirate. Le sommet de Bruxelles d'avril 2003 a démontré également que la sécurité intérieure était indissociable de la notion de défense dans les négociations européennes.

REDEFINIR LE RÔLE DES MILITAIRES

Néanmoins, cette implication des forces armées dans des opérations de sécurité civile repose sur un paradoxe, puisqu'elles n'ont aucune prérogative en matière de police judiciaire. Et leur participation, sans cesse croissante (plus 130% au cours de 2002) à ce type de missions (marée noire Erika, tempête de 1999...) doit s'effectuer, alors que les effectifs diminuent depuis 1997 dans le cadre de la professionnalisation, et que les interventions extérieures se multiplient (Bosnie, Kosovo, Côte d'Ivoire...). **Les militaires acceptent l'idée d'être un ultime recours, d'accomplir un "devoir d'évidence", mais la redéfinition de leur rôle dans la sécurité intérieure est nécessaire**, affirme le Général Louvion. Les Etats-Unis nous ont devancés avec leur projet "Homeland Securities", mais tout est loin d'être réglé, malgré les milliards de dollars injectés. Défavorable au renforcement des pouvoirs des armées en matière de police judiciaire, le Général Louvion envisage une solution médiane : mobiliser les armées uniquement lorsque les moyens des autres administrations sont soit inexistantes, soit inadaptés, ou lorsqu'elles sont les seules à posséder une compétence particulière (gestion de risques chimiques, bactériologiques...). Leur engagement est parfaitement fondé, lorsqu'il s'inscrit dans l'urgence. La synergie de toutes les institutions et administrations civiles de l'Etat (Conseil de Sécurité Intérieure, Conférence Départementale de Sécurité) est indispensable pour y parvenir, conclut-il.

* * *

Depuis les attentats du 11 septembre, l'affirmation de la notion de sécurité globale tend à se substituer à la dichotomie "sécurité intérieure/sécurité extérieure", lance d'emblée **Jean-Marc Berlioz**. Mais peut-on se contenter de cette approche unique ? Ne doit-on pas lui associer des notions comme le ciblage et la traçabilité ? L'IHESI, créé en 1989 par Pierre Joxe, a beaucoup contribué au développement de la notion de sécurité intérieure. **Les liens entre défense et sécurité doivent être perçus en termes de coopération et de continuité, et non pas sous l'angle d'une substitution/annexion**, note Jean-Marc Berlioz qui prône un couplage entre dispositifs de police et dispositifs militaires. Une solution qui s'impose pour faire face à l'intensité et à la diversité de toutes les nouvelles missions de temps de paix, de guerre ou de crise. Vigipirate illustre cette harmonieuse coopération, actuellement codifiée par des plans plus que par une doctrine explicite. Mais, peut-on définir la sécurité globale par son contenu, s'interroge-t-il.

REFUS D'UNE SECURITE A LA CARTE

Si la sécurité intérieure traduit l'importance d'une réalité territoriale, la sécurité globale reflète plus la combinaison de quatre facteurs : territoires, flux, maintien de l'ordre et renseignement. Avec la mondialisation, la notion de frontière devient une réalité de moins en moins tangible. Or, paradoxalement, le 11 septembre a "re-territorialisé" la menace, en frappant au cœur d'un territoire. C'est un enjeu de localisation qui s'affirme dans la lutte contre le terrorisme. Il est fondamental de pouvoir s'appuyer sur une vision à la fois large et fine, qui établit des liens entre des faits de délinquance à la micro-échelle d'un quartier, et l'approche macro-économique de filières de financement. La sécurité globale met du ciment dans les interstices laissés par la sécurité à la carte (poches d'insécurité, différences juridiques, espace Schengen), souligne Jean-Marc Berlioz. Elle va également de pair avec la déontologie. Il faut en effet moraliser et organiser des professions dont l'essor est directement lié à la demande croissante de sécurité. La délégation de compétence réalisée par l'Etat, au profit de partenaires différents, implique la mise en place de labels de qualité, de normes de certification. Autant de nouveaux objectifs que devra intégrer le futur Institut National des Hautes Etudes de Sécurité, appelé à succéder à l'IHESI. Par ailleurs, la sécurité globale, qui doit s'opposer à toute propension à une sécurité fragmentée, ne doit pas se réduire au slogan "tolérance zéro". Celui-ci

renvoie à la culture du résultat, indispensable à la mesure de l'efficacité, mais il lui manque les notions de ciblage et de traçabilité. C'est dans cet esprit que doit être créé, au sein de l'INHES, un Observatoire national de la délinquance. Celui-ci devra donner corps à la culture du résultat, de manière positive, qualitative. Il proposera un panorama vaste et affiné de la délinquance pour mieux la contenir et la combattre. Cette meilleure connaissance sera rendue possible par la finesse du ciblage (logique du territoire) et la traçabilité (logique des flux). La sécurité globale risque d'être contestée par des acteurs non étatiques, qui l'assimileront à une entrave à la liberté ou aux principes fondamentaux. Les graves incidents survenus lors de la réunion du G8 à Gênes en 2001 en témoignent, observe Jean-Marc Berlioz. Il nous incombe donc de prouver, au contraire, qu'elle apporte un surcroît d'efficacité. Dans cet esprit, les Etats-Unis, pour tenter de sanctuariser leur territoire, ont mis en place un ministère de la Sécurité intérieure (Department of Homeland Security). Mais, c'est lors de la réunion du G8 à Evian que cette nouvelle approche s'est réellement concrétisée. L'interministérialité très marquée, la coopération-coordination de tous les acteurs lui ont donné une réelle densité. Des organismes comme l'IHEDN et l'INHES, qui bénéficient d'une large autonomie de pensée et d'imagination, peuvent grâce à leurs analyses affinées, contribuer à déstabiliser des idées reçues, ainsi que le système de pensée de l'adversaire. Leur mission est d'alimenter les responsables en propositions de recherche innovantes, de les aider à anticiper et non plus à subir, souligne Jean-Marc Berlioz. La sécurité globale, loin de condamner toutes les autres formes de sécurité, appelle à l'effort dans la nuance et à la diversification dans la riposte.

Le débat, animé par Serge Rechter, a permis à Jean-François Louvion et à Jean-Marc Berlioz de dialoguer avec les nombreux membres du Club, présents à cette rencontre.

Xavier de Villepin (Sénateur, ancien Président de la Commission des Affaires Etrangères, de la Défense et des Forces Armées) : *Le problème de sécurité intérieure est-il temporaire ou s'agit-il d'un phénomène de longue durée ? Les rapprochements entre militaires et civils sont-ils suffisants ? J'admire la création du " Homeland Security " aux Etats-Unis. La France serait-elle prête à leur emboîter le pas ?*

Général de Corps aérien Louvion : c'est un phénomène qui s'inscrit dans la durée. Or, la professionnalisation des armées rend ses forces moins aptes, moins disponibles pour s'atteler aux tâches intérieures. Faut-il s'orienter vers un concept de défense intérieure ? Il est nécessaire en tout cas de clarifier les obligations des ministères, de renouveler l'esprit de défense. Pour ce qui est du " Homeland Security ", je pense que la mentalité française n'est pas prête à accueillir un concept aussi nouveau et globalisant. Les uns et les autres refuseront d'abandonner leurs compétences respectives. En revanche, il faut

encourager tout travail de coordination. Malheureusement, le concept de sécurité globale montre ses limites en matière de relations internationales.

n Thierry Le Roy (Président du Conseil de l'IHEDN) : *Que signifie la guerre contre le terrorisme ? Quelle est la pertinence de ce concept ?*

Général de Corps aérien Louvion : il existe une différence, voire un différend entre la France et les USA sur ce sujet. La France parle de **lutte**, les Américains de **guerre**. Ce qui explique un certain nombre de leurs actions ; ils se considèrent comme une nation en guerre.

J.M Berlioz : J'approuve l'idée de lutte contre le terrorisme qui sous-tend la stratégie française. Cela démontre la volonté de respecter les fondements de la démocratie.

Didier Boulaud (Sénateur de la Nièvre – Maire de Nevers) : *La responsabilité de l'Etat est parfois mise à l'épreuve au niveau des collectivités locales. Personnellement, je désapprouve l'idée de confier une responsabilité sur l'insécurité aux élus locaux. Par ailleurs, va-t-on encore conserver longtemps des forces de gendarmerie et de police séparées ?*

J.M Berlioz : l'Etat se trouve confronté à un double défi. Il est contourné par le haut, avec l'Europe et son corpus de règles, qui réduit ses marges de liberté. Et par le bas, avec les collectivités locales et les responsabilités accrues des élus en matière de sécurité et de recours massif aux polices municipales et aux sociétés de sécurité privées. Il faut privilégier un travail sur les labels, les normes, insister sur la déontologie. Concernant les forces de police et de gendarmerie, on assiste à une intégration douce, toute en souplesse, au niveau des recrutements, de la formation. Il y a des rapprochements transversaux, mais en aucun cas une fusion.

Général de Corps aérien Louvion : l'Etat français est très attaché à la fois à sa police et à sa gendarmerie. A l'étranger, on nous envie cette organisation. C'est un gage démocratique.

Monseigneur Dubost (Evêque d'Evry-Corbeil-Essonnes) : *Comment concilier droits de l'homme avec sécurité et défense globales ?*

J.M Berlioz : Plus il y a de textes d'exception, plus les libertés sont menacées. Mais, dans nos démocraties, les risques sont mineurs. La diversité française constitue le meilleur gage pour raison garder.

Est-il opportun de fusionner l'IHEDN et l'IHESI et de créer un organisme unique demande un participant ?

Le Général de Corps aérien Louvion indique que cette perspective a déjà été évoquée. Mais ces deux Instituts n'exercent pas le même métier. L'IHEDN dépend du Premier Ministre, l'IHESI du Ministre de l'Intérieur. Des rapprochements sont à envisager, mais pas une fusion. Pour J.M Berlioz, la sécurité globale n'est pas le résultat de l'addition de la sécurité intérieure et de la défense. Toutefois, il existe des passerelles, un module commun entre les deux maisons. Le concept de sécurité globale est encore nouveau et loin d'être définitif. Il mérite une réflexion profonde et pourrait faire l'objet d'un colloque.

Général François Bresson (Vice-Président des Anciens de l'IHEDN) : *Comment caractériser les convergences existant entre sécurité intérieure et extérieure ? Ne faut-il pas favoriser un rapprochement entre les ministères de l'Intérieur, de la Défense et le Quai d'Orsay ?*

J.M Berlioz : Le concept de sécurité intérieure a été lancé en 1989, maintenant, c'est au tour de la sécurité globale. La fusion entre les Conseils de sécurité intérieure et de défense n'est pas encore à l'ordre du jour, mais elle semble inéluctable.

Général Bertrand de La Presle (Vice-Président de Géostratégies 2000, Administrateur de l'IHEDN) : *Nos problèmes de défense sont analysés en fonction de notre notion de la paix et de l'ordre public. La Justice, l'Education nationale n'ont-elles pas aussi un rôle à jouer ?*

Général de Corps aérien Louvion : on se situe actuellement en permanence entre la paix et la guerre, ce qui provoque parfois l'embarras des forces armées, qui disposent de moins en moins de marge de manœuvre. Qu'est-ce que l'ordre public ? Un point d'équilibre entre désordre et ordre ?

Un participant fait observer que nous assistons à un glissement de frontières entre paix, crise et guerre, provoqué par les risques terroristes. Comment travaillez-vous en matière de recherche pour anticiper ces menaces, préparer la demande future, demande-t-il aux orateurs.

Général de Corps aérien Louvion : l'IHEDN souffre d'un manque ; il ne possède pas de centre de recherche. Il faudra combler cette lacune, un institut comme le nôtre doit pouvoir s'abriter sur un pôle recherche. Lors de notre création, cela ne figurait pas parmi nos objectifs, mais l'idée fait son chemin.
J.M Berlioz : l'IHESI est un centre de

recherche. Mais nous voulons ouvrir son champ d'application. Nous recrutons actuellement des psychologues, des historiens, des philosophes, pour mieux réconcilier le temps du décideur et celui du chercheur. Nous envisageons de créer un poste de rédacteur, chargé de résumer l'ensemble de nos recherches, de les rendre accessibles au grand public.

* * *

Au total, un débat riche au cours duquel les deux orateurs et... les nombreuses questions auxquelles ils ont été soumis, ont largement contribué à ce que Géostratégies 2000 approfondisse son information et sa réflexion sur un thème difficile et nouveau dans la problématique institutionnelle française.

Marie-Clotilde HINGRAY

(Propos non relus par les participants)

Couple Franco-Allemand, construction européenne et lien transatlantique

S.e. Fritjof von Nordenskjöld, Ambassadeur d'Allemagne à Paris

Comme de tradition, c'est un hôte prestigieux qui a présidé, le 16 septembre 2003, à la réunion de rentrée de la session 2003/2004 de Géostratégies 2000 : Fritjof von Nordenskjöld, Ambassadeur d'Allemagne à Paris. Invité à analyser l'évolution du couple franco-allemand, à un moment qu'il considère comme bien choisi par Géostratégies 2000, il a réaffirmé son rôle moteur au sein d'une Union Européenne élargie, et plaidé pour un renouveau du lien transatlantique. Devant une assistance très attentive, où se pressaient de nombreuses personnalités politiques et militaires, dont Renaud Donnedieu de Vabres, Vice-Président de la Commission des Affaires Etrangères de l'Assemblée Nationale, ancien Ministre, Pascal Boniface, Directeur de l'IRIS, Xavier de Roux, Député, Michel Culin, Secrétaire Général adjoint de l'Office Franco-Allemand pour la Jeunesse et Jean-Pierre Duport, Président de Réseau Ferré de France, il n'a pas esquivé les défis qui attendent la France et l'Allemagne, mais s'est montré résolument confiant dans la capacité des deux pays à les surmonter

Mon arrivée à Paris, en juillet 2001, a eu lieu dans un contexte assez difficile, encore imprégné par l'échec du sommet de Nice, se souvient Fritjof von Nordenskjöld. Les réalisations étaient en panne, nos partenaires européens étaient déçus devant l'absence de nouvelles propositions. Toutefois, MM. Chirac et Schröder, ainsi que leurs deux ministres des Affaires étrangères, s'étaient déjà réunis au sein

d'un comité restreint, afin de lancer les bases d'une nouvelle coopération. Et le 22 janvier 2003, la commémoration du quarantième anniversaire du Traité franco-allemand a constitué une belle réussite. Elle a permis de revitaliser les relations entre nos deux pays, et parallèlement, de trouver un compromis sur les grandes questions d'actualité (réforme de la PAC, des institutions, avancées sur la sécurité...). Ce sursaut est capital, car nos pères, imprégnés par la Guerre, les fondateurs de l'Europe, ont eu le mérite de transformer une vision abstraite en une politique concrète. Grâce à eux, le couple franco-allemand, devenu un véritable moteur de l'intégration européenne, témoigne de ce que la volonté politique est capable d'accomplir. Un nouveau saut qualitatif vient de se produire avec la mise en place d'un Conseil des Ministres conjoint, se réjouit Fritjof von Nordenskjöld. Jusqu'à présent, les ministres qui partageaient le même portefeuille se réunissaient régulièrement entre eux.

Désormais, il y aura en plus une grande réunion, (la première aura lieu le 18 septembre à Berlin) où tous seront conviés, sous la présidence de MM. Chirac et Schröder. Cela exige une préparation accrue ; deux secrétaires généraux vont organiser le travail de coordination, mais les résultats devraient être tangibles. La situation intérieure est similaire des deux côtés du Rhin ; elle se prête aux réformes ; des sujets comme la régionalisation et la société civile y sont en discussion, il est logique de se concerter, souligne-t-il. D'ailleurs, les 27 et 28 octobre prochain, les présidents des Régions et des Bundesländer vont se retrouver à Poitiers pour un grand colloque sur la décentralisation. C'est un nouvel aspect de notre coopération qui se développe. Au niveau plus local, le long de notre frontière commune, à l'Est et à l'Ouest du Rhin, il existe déjà un projet pilote, " Eurodistrict ", destiné à améliorer la vie quotidienne des citoyens, au niveau des transports, de l'environnement, de la sécurité, de l'enseignement et de la formation. Cette initiative représente un exemple encourageant.

UN RAPPROCHEMENT SUR FOND DE TENSIONS

Les festivités du 40^{ème} anniversaire, tout en scellant notre rapprochement, ont eu des répercussions sur l'attitude de nos partenaires, reconnaît Fritjof von Nordenskjöld. Ils se sont demandés si cette union très étroite ne pouvait pas altérer la cohésion de l'Europe ; certains ont même craint l'instauration d'un directoire franco-allemand. Le déclenchement de la guerre en Irak, survenu simultanément, a renforcé ce sentiment. Nos deux gouvernements étaient trop fixés sur eux-mêmes, ils ont eu le tort de ne pas ressentir l'impact de cet événement sur les autres membres de l'Union. Mais, ils ne sont en aucun cas responsables de la division de l'Europe lors de la crise irakienne, relève-t-il, rappelant au passage que lors de la réunion des ministres des Affaires étrangères, à Bruxelles, le 27 janvier, chacun semblait sur la même longueur d'onde. Il faut toutefois tirer les leçons de ces tensions. La France et l'Allemagne doivent agir avec plus de souplesse, intégrer plus étroitement leurs partenaires pour éviter les réactions fâcheuses. La rencontre du 29 avril entre la France, l'Allemagne, la Belgique et le Luxembourg, qui avait pour thème la défense de l'Europe, n'a guère été appréciée, mais cela ne doit pas nous intimider et nous devons continuer à faire figure de locomotive. Nos deux pays sont très différents, mais cette diversité constitue une richesse. En effet, en dépit de points de vue souvent très éloignés les uns des autres, prédomine une volonté d'avancer. Depuis cinquante ans, nous avons tissé des liens solides, à tous les échelons de la société civile (6000 jumelages, échanges de jeunes, brigade franco-allemande), mais ne risquent-ils pas de s'étioler avec le changement de génération en cours, s'inquiète l'Ambassadeur. **Ceux qui représentaient la force de la réconciliation, qui étaient poussés par l'histoire, se retirent. La génération suivante, née après-guerre, a tendance à vivre sur ses acquis.** Elle n'agit pas avec le même enthousiasme. Une perte de connaissance mutuelle se dessine. L'apprentissage de la langue allemande est en net recul. Peu de Français voyagent outre-Rhin et des stéréotypes réapparaissent. Pourtant, nos économies sont très imbriquées, le volume des échanges entre la France et la Rhénanie-Westphalie est supérieur à celui qui existe entre la France et le Japon ! Les industriels allemands recherchent de jeunes français qui s'expriment dans la langue de Goethe, de très nombreux postes restent vacants à cause de cette lacune. De gros efforts vont être entrepris pour améliorer l'image des Allemands en France et réciproquement. Un grand programme linguistique va être engagé pour séduire les jeunes et les pousser vers l'apprentissage de l'allemand.

L'EUROPE POLITIQUE EN BONNE VOIE

Une phase politique va s'ouvrir dans le débat collectif européen au regard des résultats de la Convention. Ceux-ci sont extraordinaires et inattendus, et je suis réellement impressionné, observe Fritjof von Nordenskjöld. Ce serait une gigantesque erreur stratégique, si l'on remettait en cause cet énorme travail orchestré par Valéry Giscard d'Estaing. On doit arriver à imposer une Europe qui parle d'une seule voix, qui soit en mesure de construire une défense commune. Combiné, le budget européen de la Défense s'élèverait à 165 milliards d'euro (soit la moitié du budget américain). Cela permettrait à l'Europe d'exercer une certaine puissance ; or actuellement, l'effet est nul, puisque toutes ces sommes sont fragmentées au niveau national. L'Europe ne peut mettre en valeur ses ressources, ni jouer un rôle qui corresponde à ses moyens, car elle n'a pas encore l'ambition de se réorganiser. Trop d'intérêts divergent. Certes, l'élargissement va freiner les processus en cours, mais ce ne sera que transitoire.

VERS UN RENOUVEAU TRANSATLANTIQUE

Concernant nos relations transatlantiques, il ne s'agit pas de faire l'Europe contre les Etats-Unis, mais de jeter les bases d'une nouvelle approche. La France, depuis la guerre d'Indépendance, est un partenaire fidèle des Etats-Unis. Quant à l'Allemagne, elle n'oublie pas que les Américains ont été un formidable allié dans la reconstruction à partir de 1945, qu'ils l'ont défendue pendant la guerre froide et aidée activement au cours de sa réunification. Il est normal, de temps en temps, de soutenir des points de vue différents, mais cela ne doit en aucun cas saper les fondations de notre relation. La problématique de la guerre préventive et du multilatéralisme doivent faire l'objet d'un dialogue stratégique. Nous avons besoin les uns des autres. Nous avons ressenti le même choc le 11 septembre. Il faut regarder l'avenir et retrouver l'unité. Les choses ne doivent surtout pas être envenimées, mais le lien transatlantique, poursuit Fritjof von Nordenskjöld, dépend beaucoup de la capacité de l'Europe à agir de façon autonome. Elle doit se faire accepter comme un partenaire valable, devenir un pilier d'une OTAN profondément rénovée, aux côtés des USA, et poursuivre les progrès amorcés en matière de défense commune. Le jour où sera nommé le futur ministre des Affaires Etrangères Européen, n'est peut-être pas si éloigné, précise-t-il. Lors de la récente conférence des Ambassadeurs à Berlin, un souci hantait l'assistance. Va-t-on assister à la création d'un service diplomatique européen ? Bruxelles travaille déjà sur un projet de 200 représentations à l'étranger, qui auront autorité sur tous les grands dossiers. Les Ambassades des pays membres, qui verront leurs responsabilités s'effriter, risquent de devoir faire face à une fuite des cerveaux... Mais tout ceci est bien entendu anecdotique, l'essentiel est que la coopération franco-allemande se porte à merveille et soit prête à affronter les enjeux complexes qui surgissent, tant au niveau européen qu'international, conclut l'Ambassadeur.

Comme à l'accoutumée, un débat riche et varié, conduit par Serge Rechter, a poursuivi cette rencontre passionnante.

Renaud Donnedieu de Vabres (Vice-Président de la Commission des Affaires Etrangères de l'Assemblée Nationale, ancien Ministre) : *La situation du Moyen-Orient nous procure un sentiment d'impuissance, qui confine à la lâcheté. Ne serait-il pas nécessaire et opportun que l'Europe fasse entendre sa voix. Ne pourrait-elle pas proposer l'envoi d'une force internationale, destinée à "congeler" la situation, le temps de définir de nouvelles frontières, de nouveaux compromis ? Quelle est la position de l'Allemagne ?*

Serge Rechter poursuit sur ce point et relie cette question à la problématique développée par Shlomo Ben Ami dans le Monde daté d'aujourd'hui. Le Quartet développe déjà des idées influencées par les Européens. Cependant, il ne faut pas oublier qu'Israël est lié exclusivement aux Etats-Unis. C'est un fait, l'Europe ne peut pas s'imposer. Toutefois, des discussions ont commencé à ce sujet, au sein du Quartet, et très discrètement, avec les Israéliens. C'est une opération diplomatique très délicate, qui exige beaucoup de conviction. Les Palestiniens, pour leur part, y seraient largement favorables.

Pascal Boniface (Directeur de l'Institut des Relations Internationales et Stratégiques) : *Comment le couple franco-allemand peut-il s'y prendre pour persuader les pays candidats à l'élargissement que le mot Europe a une réelle signification ?*

Le couple franco-allemand joue un rôle clé. Son expérience fait valeur d'exemple historique. Les deux pays ont dû accepter des sacrifices sur le plan de la souveraineté pour atteindre cette nouvelle dimension. Il en sera de même pour les nouveaux membres. Mais, il est certain qu'il leur est très difficile de passer de l'autorité soviétique à l'autorité bruxelloise. Il faudra le surmonter, et les convaincre que l'Europe, globalement, a une plus grande influence que chacun de ses membres, pris isolément. Il y a un prix à payer, mais ce n'est pas à l'Allemagne, ni à la France de donner des leçons. Il faut de la souplesse, beaucoup de négociations.

Général Henri Paris (Président de Démocraties) : *Le sommet quadripartite sur la défense, d'avril dernier, qui a réuni, à Bruxelles, la France, l'Allemagne, la Belgique et le Luxembourg, ne préfigure-t-il pas en matière de défense la vraie construction européenne du début du XXIème siècle ? Cela ne serait-il pas plus opérationnel qu'une Europe diluée de 25 membres ?*

Il y a une véritable autonomie de la défense européenne. A côté de l'OTAN, qui constitue la base de sécurité fondamentale, se développent des cadres d'action comme Petersberg. Cela procure une grande flexibilité. Il faut savoir combiner toutes les options dont nous disposons. Il est clair, par exemple, que les Américains n'ont aucun intérêt à intervenir au Congo, ils l'ont fait clairement savoir à l'Europe et lui laissent le champ libre. Des divergences existent encore avec la Grande-Bretagne, très étroitement liée aux Etats-Unis et attachée à la règle de l'unanimité, mais elles doivent être surmontées. On ne peut opposer la " Jeune Europe " à la " Vieille Europe ".

Xavier de Roux (Député de Charente-Maritime) : *Lors de sa visite à Paris, le Président de la République Tchèque n'a pas caché qu'une Europe unifiée avec une défense commune, n'était encore qu'un rêve lointain, et qu'il n'y avait, pour le moment, pas d'autre voie qu'un alignement stratégique sur les USA. N'est-ce pas le résultat d'une action déterminée de la diplomatie américaine pour rendre le processus d'intégration européenne plus compliqué ?*

Tous les pays de l'ancien empire soviétique restent traumatisés par les questions de sécurité. Cette crainte est compréhensible, mais, grâce à notre aide, elle doit être neutralisée. Il faut qu'ils se concentrent plus sur les structures de l'Europe, sa vision du monde. Il faudra faire preuve de beaucoup de patience et de compréhension. Le jeu en vaut la chandelle, car, paradoxalement, ces pays sont très attachés à l'Europe. Ils ont conscience de ce qu'elle va leur apporter.

Michel Culin (Secrétaire Général Adjoint de l'Office Franco-Allemand pour la Jeunesse) : *De nouvelles formes d'intérêt pour le pays partenaire se développent chez les jeunes Allemands et Français. Ils entreprennent des actions conjuguées dans des pays tiers. Ne faudrait-il pas créer des ambassades et des instituts culturels franco-allemands ?*

Une nouvelle forme de coopération, entre la France, l'Allemagne et la Pologne a vu le jour au sein du Triangle de Weimar. C'est une expérience très enrichissante, qui permet de combler le vide entre l'Est et l'Ouest. C'est aussi un moyen positif de voir la jeunesse s'impliquer au sein d'une grande Europe unie. Il est capital que l'entente franco-allemande soit poursuivie par notre jeunesse. Il faut trouver de nouvelles motivations pour nos jeunes.

Préfet de Région Jean-Pierre Duport (Président de Réseau Ferré de France) : *Le couple franco-allemand semble mieux fonctionner, lorsque les sensibilités politiques diffèrent. Y a-t-il une explication ?*

Les malentendus proviennent toujours d'un manque de communication. Il est certain que MM. Chirac et Schröder partagent des vues uniformes sur tous les grands sujets. Il en allait de même pour MM. Kohl et Mitterrand ; Schmidt et Valéry Giscard d'Estaing.

* * *

Au total, un exposé fort, un excellent débat, une grande liberté de ton.

Marie-Clotilde HINGRAY

(Propos non relus par les participants)